



Déclaration Groupe de Travail Egalité professionnelle

Ironie de ce groupe de travail sur l'égalité professionnelle, il a été reporté le jour de la Saint Valentin, journée mercantile qui véhicule de nombreux stéréotypes et clichés sexistes.

Le sexisme est en effet très prégnant dans notre société ainsi que le dernier baromètre du Haut Conseil à l'Egalité l'a encore mis en évidence. Les politiques publiques et la Fonction publique n'en sont pas exemptes !

Toujours payées un quart en moins, concentrées sur les emplois moins bien rémunérés et à temps partiels, les femmes sont de plus en plus nombreuses à ne pas pouvoir boucler les fins de mois.

Au lieu de mener des politiques volontaristes pour l'égalité en finançant des outils opérationnels, en revalorisant les métiers féminisés, en sanctionnant les employeurs qui discriminent, parce qu'il faudra un jour avoir enfin des mesures contraignantes, au lieu d'augmenter les salaires et les pensions, de lutter contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes, ce gouvernement et le patronat veulent imposer une réforme des retraites violente et injuste.

Contraintes par des salaires plus faibles et des carrières plus courtes du fait de la prise en charge des enfants et des aîné·es, les femmes touchent déjà aujourd'hui une pension en moyenne inférieure de 40% à celle des hommes. Reporter encore l'âge de départ, et augmenter la durée de cotisation, alors qu'elles sont nombreuses à partir en retraite avec une carrière incomplète dégradera encore leur situation.

Nous refusons de travailler plus pour gagner moins !

Au contraire, mener des politiques volontaristes pour l'égalité des salaires et des taux d'emploi procurerait des cotisations supplémentaires supérieures au déficit invoqué par le gouvernement pour justifier la réforme des retraites.

Les index qu'ils soient égalité ou senior sont davantage des machines à rendre opaques les inégalités :
l'urgence n'est plus aux simples constats mais à l'action !

Nous voulons le retrait de cette réforme des retraites, l'égalité salariale et des pensions, la revalorisation des métiers féminisés et la reconnaissance de leur pénibilité !

Les mobilisations sont puissantes !

L'intersyndicale appelle à durcir le mouvement et à mettre la France à l'arrêt le 7 mars si le gouvernement n'entend pas la colère du peuple !

Elle appelle à rejoindre les mobilisations le 8 mars, journée internationale de lutte pour des droits des femmes, pour forcer gouvernement et patronat à mettre en œuvre des politiques ambitieuses en faveur des femmes.

Paris, le 14 février 2023